

12ième Conférence Générale de l'EADI
**Gouvernance Mondial pour un
Développement Durable**

La Nécessité de Cohérence Politique
et de Nouveaux Partenariats



La Chinafrique et strategies petrolieres en Afrique

Auteur:	Par Etanislav Ngodi
Institution:	REMIDAC
Adresse:	BP 14812, Brazzaville, Congo
E-mail:	ngodi_etanislav@yahoo.fr
Téléphone:	2425223518/6635756

Abstract

Le pétrole demeure une des matières premières les plus convoitées de la planète. Ces dernières années, le pétrole a acquis une place déterminante dans l'approvisionnement énergétique des économies industrialisées. Ainsi, tout au long de l'histoire du pétrole, se sont développées et formées, puis défaits certaines coalitions. L'un des principaux enjeux de la géopolitique du pétrole concerne la dynamique de l'offre pétrolière. On peut en résumer les principaux traits en quelques propositions : doublement de la production mondiale de pétrole; très forte augmentation de la production du Golfe Persique, et de sa part dans la production mondiale ; déclin de la production de pétrole conventionnel dans l'OCDE; corrélativement, augmentation continue du prix du pétrole.

La Chine devenue deuxième consommateur mondial du pétrole est animée par la stratégie de diversification des sources d'approvisionnement et la sécurisation des réserves du pétrole. ce qui place ainsi l'Afrique au cœur des convoitises du «grand jeu mondial». Au-delà des logiques « gagnant-gagnant » et tiers-mondialiste que prônent les autorités chinoises envers le continent africain, se trouvent des motivations bien plus stratégiques, notamment celles en termes d'accès aux ressources pétrolières. A travers cette contribution, nous tenterons de répondre aux questions suivantes: comment expliquer l'appétit vorace de la Chine pour l'or noir africain ? Les enjeux pétroliers resteront-ils au coeur des relations sino-africaines dans les prochaines décennies ? Quels sont les risques de l'invasion chinoise en Afrique ? Quel est l'apport de la Chine dans l'industrialisation pétrolière en Afrique ?

LA CHINAFRIQUE ET STRATEGIES PETROLIERES EN AFRIQUE

Dans l'après guerre froide, la question du pétrole devient un vecteur important des relations internationales. La diversification des sources d'approvisionnement et la sécurisation des réserves sont autant d'enjeux pétroliers qui placent l'Afrique centrale au cœur des convoitises du «grand jeu mondial». Le caractère spécifique du nouvel ordre mondial permet à la Chine une excellente percée dans sa quête de pétrole dans le Golfe de Guinée, région convoitée par les Etats-Unis. Pour les Etats-Unis comme pour la Chine cette nouvelle donne revêt une importance stratégique vitale, d'autant que les réserves des États du Golfe Persique, en sus de l'instabilité politique, se rétrécissent d'avantage comme peau de chagrin.

La politique chinoise d'approvisionnement en pétrole permet ainsi à l'Afrique de jouer un rôle géopolitique et géoéconomique dans la «*Chinafrique*»¹.

La chine: le dragon gourmand et son nouveau pré carré énergétique

Au-delà des logiques « gagnant-gagnant » et tiers-mondialiste que prônent les autorités chinoises envers le continent africain, se trouvent des motivations bien plus stratégiques, notamment celles en termes d'accès aux ressources pétrolières. Comment expliquer cet appétit vorace de la Chine pour l'or noir africain ? Les enjeux pétroliers resteront-ils au cœur des relations sino-africaines dans les prochaines décennies ? Quels sont les risques de l'invasion chinoise en Afrique ?

De la dépendance énergétique de la Chine

La Chine, manufacture du monde, dont la consommation de pétrole, de gaz naturel et de charbon est bien supérieure à la production de ses combustibles, se heurte à un déficit énergétique croissant.² Afin de préserver sa sécurité énergétique, la Chine s'est intéressée trois zones stratégiques : le Moyen-Orient, l'Asie Centrale et la Sibérie.³

Depuis 1995, la Chine mène une politique énergétique internationale globale, afin de minimiser sa dépendance excessive vis-à-vis du pétrole du Moyen – Orient, pour sa situation instable et contraignante. Ainsi, si en 1996 le pétrole brut en provenance de cette région représentait 53% du total des importations, ce taux est tombé à 46,2% en 1999. Etant essentiellement cliente de cette zone de production pour des raisons de proximité, la Chine est très attentive aux évolutions en cours au Moyen- Orient, en particulier en Iran et en Irak, et elle va être spectatrice attentive des effets de la reconcentration de l'offre pétrolière vers cette zone. Au-delà des facteurs d'ordre politique, ressortent également des contraintes physiques, car une partie du pétrole en provenance du Moyen-Orient est lourdement chargé en sulfures, ce qui exige certaines installations de raffinage.

Pour faire face à sa dépendance croissante vis à vis du pétrole – 40% aujourd'hui, 60% en 2020 –, Pékin relance, depuis les années 2000, sa longue marche commerciale et stratégique pour diversifier les sources d'approvisionnement à travers le monde. En effet, compte tenu des risques liés à la voie maritime avec le Moyen-Orient, la Chine a un fort intérêt à développer des

¹ Ce concept symbolise les relations Chine- Afrique, mettant en scène un nouveau phénomène dans le cadre de la mondialisation pétrolière. Cette nouvelle forme de marché de dupe est vue comme la « Chine à fric » qui investit dans tous les domaines et annule les dettes des pays amis.

² La Chine consomme 314 millions de tonnes de pétrole par an, alors qu'elle n'en produit que 180. Elle est le deuxième consommateur mondial de pétrole. Sa dépendance s'élève à 40% aujourd'hui. Ce taux pourrait même atteindre les 60% en 2020, selon un rapport du principal organe chinois de planification économique.

³ Baudouin Nicolas, « La Chine populaire dans les Spratleys : de la géostratégie à la géoéconomie » in *Géoéconomie*, n°18, été 2001 ; Cohen Ariel, « Le nouveau grand jeu : les stratégies pétrolières au Caucase et en Asie centrale », The Heritage Foundation, 25 janvier 1996, Washington DC.

transports par voie terrestre, c'est l'objet de ses projets d'oléoducs et d'implantation de ses compagnies pétrolières en Asie centrale.⁴

Enfin, la Sibérie suscite de nombreux intérêts pour la Chine.

Quasiment absente il y a 25 ans, la Chine devient en 2004 le troisième partenaire commercial du continent africain, après les Etats-Unis et la France, substituant ainsi l'influence des joueurs traditionnels occidentaux. Comme le souligne Valérie Niquet, Directrice du Centre Asie de l'IFRI, « *la Chine dont la croissance demeure particulièrement gourmande en énergie et en matières premières trouve en l'Afrique un nouveau grenier où s'approvisionner en pétrole* ». ⁵

De la « diplomatie pétrolière » africaine

La stratégie pétrolière de la Chine est souvent multidimensionnelle puisqu'elle se déploie dans les domaines aussi bien diplomatiques et politiques qu'économiques et militaires, à travers les ventes d'armes. La Chine se sert de sa place éminente au sein des Nations Unies pour soutenir politiquement certains pays producteurs du pétrole, en contrepartie des conditions préférentielles dans les négociations des marchés pétroliers.

Avec un taux de croissance de 10,2% au 1er trimestre 2005, l'Empire du Milieu doit, pour pourvoir à ses énormes besoins, diversifier ses fournisseurs de pétrole tout en limitant sa dépendance vis-à-vis du Moyen-Orient. Deuxième consommateur de pétrole après les Etats-Unis, la Chine courtise les pays producteurs d'Afrique qui fournissent 10% du brut mondial (Soudan, Angola, Congo Brazzaville, Gabon, Nigeria Algérie) et prospecte désormais au Mali, en Mauritanie et au Niger. La Libye qui était encore il y a peu l'un des « Etats voyous » fustigés par Washington attire de plus en plus les Chinois. En 2005, la Chine a importé plus de 38 millions de tonnes de pétrole africain, l'équivalent à 760 000 barils par jour. La consommation totale de pétrole par les Chinois est évaluée à 6,59 millions de barils par jour, devant atteindre presque 7 millions cette année.

Selon les experts occidentaux, « *en 2004, le continent africain représentait 21% des approvisionnements de la Chine en pétrole* ». ⁶ En retour, le pétrole africain compte pour près de 40% dans l'augmentation des échanges commerciaux entre la Chine et le continent.

Ces dernières années, l'Afrique est apparue comme une terre providentielle pour la Chine. Elle y vend des armes et soutient les régimes de libération des pays idéologiquement amis. La Chine, guidée par des impératifs économiques, fait une incursion en règle sur le marché africain. Un analyste britannique, Christopher Clapham, note que « les relations commerciales de l'Afrique se décalent, de façon générale, du Nord vers l'Orient ». A l'aube du troisième millénaire, le premier forum Chine- Afrique est créé, réunissant chefs d'Etat et entrepreneurs pour « combattre ensemble l'hégémonisme et la domination occidentale » et établir « *un nouvel ordre mondial* ».

Pékin peut alors se permettre d'être présent sur l'ensemble de la chaîne de valeur pétrolière : obtention de droits de prospection, financement de constructions de raffineries et d'oléoducs, extraction du pétrole. Ce « développement par la Chine » est inespéré pour les africains et représente une alternative intéressante aux sociétés pétrolières des pays occidentaux.

Aujourd'hui, la Chine rafle plus de 25 % du pétrole d'Afrique, dont la majorité provient du Golfe de Guinée (l'Angola, le Nigeria, le Congo Brazzaville, le Gabon) et du Soudan. ⁷ L'Egypte arrive en seconde position. Pékin double cette offensive économique d'une politique « maîtresse » de prêts, assortis d'aucune condition politique, et adopte le principe de « non ingérence » dans

⁴ Nouschi, A., Pétrole et relations internationales depuis 1945, Paris : Armand Colin, 1999

⁵ Niquet Valérie. « L'offensive africaine de la Chine », *Lettre du centre Asie IFRI* N°11, 02 février 2007.

⁶ D'après les sources chinoises, la Chine a acheté aux pays africains 7,25 millions de tonne de brut en 1999.

⁷ « En Angola, le prêt de 2 milliards de dollars de la Chine était lié à la garantie de Luanda que 70 % des contrats associés au pétrole seraient attribués aux entreprises chinoises. » Extrait de « La Chine en Afrique, l'extorsion des richesses. » Commentaire Canada- Asie. CHAN Cheryl. Numéro 44. Mars 2007. p. 5.

les affaires intérieures. Les autorités chinoises n'exigent ni le respect des droits de l'homme, ni la lutte contre la corruption ou l'adoption de réformes économiques pour accorder son soutien.

En toute impunité, Pékin va à l'encontre totale des structures et pratiques internationales établies, mais assoit, tout en douceur, son pouvoir et son influence auprès des élites politiques africaines.

Manœuvres néocolonialistes de la «Chinafrique»

A la diplomatie Chine- Afrique, s'ajoute à cela la publication, le 12 janvier 2006, d'un *Document sur la politique chinoise à l'égard de l'Afrique* dans lequel sont évoqués les différents objectifs de la coopération entre la Chine et l'Afrique sur les plans politique, économique, militaire et culturel.⁸ Des éléments qui incitent certains observateurs à qualifier la présence chinoise en Afrique de néocoloniale : « *La Chine apparaît donc en Afrique comme essentiellement prédatrice, selon le modèle hier mis en œuvre par les puissances coloniales. [Une] stratégie...qui permet aux régimes les plus contestables de la région de reconstituer une économie de rente fondée sur l'exploitation massive des ressources naturelles, sans réel transfert de richesse ou de savoir-faire vers les populations locale...* »⁹.

La production pétrolière africaine représente un peu plus de 10% de la production mondiale. L'avenir de la Chine se jouera très probablement en Afrique. Et le pétrole restera, très certainement, au coeur des relations sino-africaines dans les prochaines décennies. La Chine table d'ailleurs sur une augmentation potentielle de 68% de la production pétrolière africaine d'ici 2020. Alors, stratégie bénéfique à tous ou asymétrie économique grandissante entre la Chine et les Etats africains ? Espoir ou controverse ?

La Chine: une alternative attirante ou un néo-colonisateur sans scrupules? Une chose est sûre: Pékin est prêt à tout pour atteindre son impératif stratégique et économique: se garantir d'actifs de ressources naturelles incontournables à sa survie.

La menace chinoise répandue par les médias occidentaux se résume comme suit en trois stratégies: pillage des ressources énergétiques de l'Afrique ; domination du marché africain au moyen de la fourniture de marchandises à bas prix; et promotion du modèle économique de la Chinois dans la concurrence avec les pays occidentaux dont les États-Unis.

Les investissements des États-Unis dans l'industrie pétrolière et gazière de l'Afrique sont passés ces dernières années de 2,4 milliards de USD à 10 milliards par an ; le groupe Total de France projette d'investir dans les cinq années à venir 10 milliards de USD au Nigeria et 5 milliards en Angola pour exploiter le pétrole et le gaz ; dans son rapport, la compagnie anglaise Shell a déclaré qu'en 2002, elle possédait déjà 55 % des 30 milliards de barils de pétrole du Nigeria et 40 % de sa production journalière de 2,2 millions de barils. Néanmoins, les échanges commerciaux sino-africains, y compris le commerce pétrolier, sont ouverts, transparents et mutuellement avantageux.

Le pétrole d'Afrique noire, filet de sécurité pour l'économie chinoise

En effet, de tous les enjeux énergétiques de l'engagement de la Chine en Afrique, le pétrole est probablement le plus important. Jusqu'au début des années 90, la Chine arrivait, grâce à ses réserves, à couvrir ses besoins en pétrole, et même à en exporter.¹⁰ Aujourd'hui, elle a besoin d'assurer et de diversifier ses sources d'approvisionnement. Elle va jusqu'à prendre des risques pour garantir ses approvisionnements pétrolier. Ainsi c'est une société chinoise, la

⁸ Le document est divisé en 6 grandes parties: *Place et rôle de l'Afrique ; Relations Chine-Afrique ; Politique de la Chine à l'égard de l'Afrique ; Renforcement de la coopération sino-africaine dans tous les domaines ; Forum sur la coopération sino-africaine et action de suivi et Relations entre la Chine et les organisations régionales africaines*. Le texte est disponible sur le site de Radio: <http://fr.chinabroadcast.cn/142/2006/01/12/103@88622.htm>

⁹ Valérie Niquet, « la stratégie africaine de la Chine », *Politique Etrangère*, N°2/2006. pp. 32-33.

¹⁰ Heinrich, Krefit, « La diplomatie chinoise de l'énergie », *Politique étrangère* N°2/2006. p 350.

SINOPEC, société d'exploration pétrolière, qui a commencé des travaux de prospection au Mali sans grande certitude sur les résultats probables.

La production pétrolière africaine, qui représente un peu plus de 10% de la production mondiale, est pour Pékin une solution vis-à-vis de sa dépendance envers les producteurs du Moyen-Orient, qui représenterait approximativement 40% des importations pétrolières chinoises contre à peu près 56% dans les années 1990. C'est la région du Golfe de Guinée qui nourrit la soif chinoise, et constitue pour Pékin un enjeu stratégique : le Nigéria l'Angola, la Guinée équatoriale, le Soudan, le Congo, le Gabon et le Tchad.

Le brut africain, réputé d'excellente qualité car léger et donc facile à raffiner, attire toutes les convoitises. Les réserves avérées du continent oscillent entre 80 et 100 milliards de barils, soit 7 à 9% des réserves mondiales. Or, pour l'heure, le continent produit 9 millions de barils par jour, dont près de 5 dans la seule région du golfe de Guinée. Une étude du FMI sur l'émergence du golfe de Guinée dans l'économie mondiale, estime que « les pays producteurs d'Afrique généreront entre 2002 et 2019, 350 milliards de dollars de revenus grâce au pétrole, c'est-à-dire plus que le PIB actuel de la Russie et près du PIB total actuel de l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne ». Et encore, ces projections prudentes ont été faites sur la base d'un baril à 25 dollars... alors qu'il dépasse largement les 50 dollars ces derniers temps.

Selon les prévisions du US National Intelligence Council, les Etats-Unis pensent importer d'Afrique subsaharienne 25% de leur pétrole d'ici à dix ans, contre 15% actuellement. La première puissance économique du monde y investira 10 milliards de dollars par an durant la même période. Sous couvert notamment de lutte contre les terroristes islamistes - qui semblent avoir trouvé refuge dans la frange sahélienne de l'Afrique noire qui s'étend de la Mauritanie au Tchad -, Washington multiplie les gestes à l'égard du continent dans l'espoir, un peu comme au Moyen-Orient, d'y installer à terme des bases militaires et de contrôler la manne énergétique. Une station d'écoutes aurait déjà été installée à Sao Tomé et Príncipe, petit confetti aux fonds prometteurs posé sur l'Atlantique au large du Gabon.

En Chine, assurer les revenus pétroliers est une « obsession nationale » et Pékin fait preuve d'un « activisme remarquable depuis le début des années 2000 dans le golfe de Guinée »¹¹.

La boulimie pétrolière de la Chine au Nigeria

Le continent noir est d'ores et déjà un partenaire, non seulement politique, économique et commercial, mais aussi sécuritaire pour l'Empire du Milieu. Dans l'avenir, outre l'élargissement de ses sources d'approvisionnement, la Chine devrait assurer la sécurité de ses acheminements. Ainsi, elle développe des stratégies de relations amicales avec les pays traversés par des convois pétroliers, comme Djibouti.

Mais un nouvel ordre mondial se dessine de plus en plus. Et reste à espérer que la fièvre de l'or noir ne génère pas de nouvelles sources de tensions sur un continent qui n'en a vraiment pas besoin.

La Chine tente de pénétrer ce marché africain par le biais de la diplomatie. Après deux protocoles d'accord relatifs à la prospection chinoise dans le bassin du Tchad et le delta du Niger, signés en 1997 et 1998, l'Etat chinois cherche à s'octroyer une part du brut nigérian. Pour ce faire, il s'engage dans divers projets locaux, comme la remise en état des chemins de fer nationaux. Mais Pékin a surtout marqué des points grâce à une diplomatie tout en souplesse. La Chine soutient l'élargissement du Conseil de sécurité et proclame la nécessité d'accorder des sièges aux pays africains, une volonté clairement affichée par le Président nigérian, Olesegun Obansanjo. La Chine était déjà présente dans le pays avec des parts au sein d'une concession au large des côtes nigérianes pour un montant de 2,7 milliards de dollars.

Au moment où les prix du baril atteignaient des niveaux record, la Chine souligne l'importance de la « construction d'un nouveau partenariat » avec le pays le plus peuplé d'Afrique, qui a

¹¹ Lire Marc Aicardi de Saint Paul, La Chine et l'Afrique, entre engagement et intérêt » *Géopolitique africaine*, n° 14, Paris, printemps 2004.

plus de 130 millions d'habitants et qui est, aussi, le premier producteur de pétrole du continent. Le président Obasanjo a répondu : « *nous souhaiterions que la Chine dirige le monde et quand ce sera le cas, nous voulons être juste derrière vous. Quand vous allez sur la Lune, nous ne voulons pas être laissé derrière, nous voulons être avec vous* ». Il est évident que les nigériens veulent diversifier leurs partenaires mais le Nigeria souhaiterait aussi rééquilibrer ses échanges commerciaux avec la Chine. En 2004 les importations de produits chinois ont dépassé les 2 milliards de dollars, tandis que les exportations vers la Chine ont été limitées à 460 millions de dollars. La CNPC, compagnie nationale de pétrole de la Chine, est bien placée pour obtenir de nouveaux contrats.

Diplomatie secrète contestée au Soudan

Au gré de la lutte contre le terrorisme international et Ben Laden, la Chine ne s'est fait pas prier pour s'emparer du pactole du pétrole soudanais, lorsque les entreprises américaines délaissaient à contre cœur des affaires plus que juteuses. Les Chinois sont désormais les gros investisseurs au Soudan. 10.000 Chinois viennent juste de commencer, toujours selon le Spiegel, la construction d'un pipeline long de 1500 kilomètres, allant des champs de pétrole au Sud du pays vers le port de la mer rouge, Port Soudan. 60 pour cent du pétrole soudanais va directement vers l'Empire du Milieu. Présentement le Soudan produit 340.000 barils de pétrole par jour et devrait atteindre 300.000 barils par jour avec l'exploitation très prochaine des champs de pétrole de Melut.

A l'heure actuelle la Chine tire déjà 6 % de son pétrole brut du Soudan, autant qu'en provenance de la Russie. Au total elle importe 28,7 cent de son pétrole d'Afrique. En contre partie le gouvernement du chef de guerre Umar Al Bashir, qui investit 60% de ses recettes pétrolières en matériel de guerre, reçoit des armes en provenance de la Chine. Matériel de guerre dont Khartoum a urgemment besoin pour mater les populations « noires africaines » du Darfour et de l'Est du pays, où la plupart des ressources pétrolières sont aussi concentrées. Le soutien apporté par Pékin à Khartoum n'est pas sans incidence géopolitique. Membre du Conseil de Sécurité de l'ONU, la Chine a menacé d'user de son droit de veto pour empêcher l'adoption de sanctions contre le Soudan, menacé de représailles économiques par la communauté internationale, du fait de son soutien aux milices djandjawids arabes qui ravagent le Darfour où sévit une crise humanitaire d'une ampleur exceptionnelle.¹²

Pékin s'oppose à l'application de sanctions contre le régime de Khartoum qui est accusé de violations des droits humains et de responsabilité dans la grave situation humanitaire qui atteint la province du Darfour. Des organisations humanitaires ont critiqué à plusieurs reprises la politique chinoise en Afrique et tout particulièrement les investissements pétroliers dans des pays qui ne respectent pas les droits humains, comme c'est le cas du Soudan.

Un rapport présenté à Washington par le Council on Foreign Relations (Conseil pour les affaires étrangères), une organisation qui se déclare non partisane, affirme que la Chine est un des plus grands acheteurs de pétrole produit par le Soudan et, en même temps, vend des armes au gouvernement de ce pays africain. Le gouvernement tchadien a affirmé récemment que les rebelles, venus du Soudan, disposaient d'armes de fabrication chinoise.

Face à ces accusations, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a dit, jeudi à Pékin, que « *la Chine est un pays responsable qui n'a pas l'intention de répéter les prouesses des colonialistes occidentaux* ». La Chine affirme qu'elle respecte une politique de « *non-intervention* » dans les affaires internes des autres pays, une politique qui est souvent contestée par les gouvernements occidentaux.

- La Chine et la position géostratégique de Djibouti

La politique chinoise en Afrique entend relever deux défis : s'assurer des liens exceptionnels avec des producteurs africains tout en réussissant à gérer les conflits d'intérêt

¹² Le rapprochement Pékin- Khartoum dans le domaine des hydrocarbures constitue pour le Soudan un nouveau réseau de « clients et d'alliés ».

avec les grandes puissances, du fait qu'elle défie le statut quo en termes d'intérêts et d'ordre international imposés par les principaux Etats-acteurs.

Dans la volonté d'assurer la sécurité des voies de communication maritime, la Chine étend son influence dans l'Océan Indien. Dans la vision stratégique chinoise, Djibouti détient une place importante dans la Corne de l'Afrique. C'est donc là que se situe l'enjeu géopolitique de la Chine pour maintenir la sécurité de l'acheminement de ses approvisionnements pétroliers et de contrôler les sources d'hydrocarbures en Afrique, particulièrement au Soudan.

La Chine et les «émirats pétroliers» de l'Afrique centrale

- Opération de séduction au Gabon

Déjà en 2004, Hu Jintao avait effectué une tournée africaine, au Gabon, gros producteur de pétrole, mais aussi en Algérie. A Libreville, le numéro un chinois avait présenté les bases d'un programme d'échanges économiques sino-africains reposant sur le principe du « gagnant - gagnant ». Mais il a surtout participé à la signature d'un protocole d'accord en matière de coopération entre la Société générale de l'industrie pétrochimique de Chine (Sinopec) et le ministre gabonais des Mines, de l'Energie, du Pétrole et des Ressources hydrauliques. La Sinopec affirme, depuis, son désir d'accroître ses importations de pétrole brut gabonais.

L'entreprise chinoise manifeste aussi sa volonté d'investir dans des blocs pétroliers terrestres et maritimes. Le but : découvrir des réserves additionnelles nécessaires à l'augmentation de la production pétrolière du Gabon, donc aux importations chinoises. L'Algérie suscite également la convoitise de Pékin. Dès 2003, deux compagnies chinoises avaient signé plusieurs gros contrats : un plan d'importation pour 350 millions de dollars, un accord de 31 millions de dollars autorisant les Chinois à prospecter sur les hydrocarbures algériens et un autre de 525 millions de dollars pour l'exploitation du gisement de Zarzaitine.

Pékin déverse des milliards sous forme de prêts pour la construction d'infrastructures, d'hôpitaux et autres bâtiments présidentiels sans... conditionnalité aucune. En échange de quoi, le pays s'engage à lui réserver la priorité sur son pétrole.

Selon le Centre d'Etudes français sur la Chine contemporaine (CCFC), « la société pétrolière Total-Gabon et le groupe chinois Sinopec (Chine Petroleum & Chemical Corporation) ont signé un contrat de vente de pétrole brut à la Chine d'un volume d'un million de tonnes pour l'année 2004, faisant de Pékin le troisième acheteur d'or noir gabonais, derrière les Etats Unis et la France.

- La Chine à l'assaut du marché pétrolier angolais

Lorsque la géopolitique de l'après-guerre froide et l'évolution incertaine du Proche-Orient ramènent les pays du Nord en Afrique, notamment pour diversifier leurs approvisionnements pétroliers, elle est déjà devenue l'« usine du monde » et convoite les matières premières du continent africain. Trente ans après avoir rompu avec un Angola devenu indépendant, mais jugé trop proche de l'Union soviétique, l'empire du Milieu a largement réparé son erreur initiale. L'ancienne colonie portugaise – dont il importe désormais 25 % de la production de pétrole – est devenue son deuxième partenaire commercial sur le continent. Luanda envisage même de créer des vols directs avec Pékin, et il serait question d'encourager la construction d'un quartier chinois dans la capitale en vue d'accueillir les cadres asiatiques.

Octroyé avec un taux d'intérêt de 1,5 % sur dix-sept ans, le crédit contesté aurait pu se révéler, à court terme, désavantageux pour Pékin. Les temps changent et, à Pékin, le pragmatisme a pris le pas sur la rhétorique idéologique. En ce moment, l'Angola est le premier fournisseur de pétrole de la Chine (456 000 barils par jour), dépassant légèrement l'Arabie Saoudite, selon un rapport établi cette semaine par les analystes suisses de Petromix. Pékin est déjà bien ancré dans son fleuron africain, l'Angola.

Moyennant deux milliards de dollars affectés au financement d'infrastructures dans les

hydrocarbures, la Chine s'est hissée à la deuxième place des importateurs de pétrole angolais, derrière les Etats-Unis et devant la France. Le groupe chinois Sinopec a en outre obtenu une licence d'exploitation et les activités commerciales de la Chine en Angola ont fait un bond de 113% entre 2003 et 2004, atteignant 4,2 milliards d'euros.

Selon le responsable sortant du programme angolais de Care, M. Douglas Steinberg, « *les conditions d'octroi des crédits chinois donnent beaucoup plus de possibilités à l'Angola, comparées aux exigences fixées par d'autres accords, en premier lieu ceux passés avec le Fonds monétaire international. En fait, cela permet aux autorités gouvernementales de ne pas pratiquer la transparence* »¹³.

Des armes au Fuc au Tchad

Au-delà de ces mises en garde de principe, des faits émergent et révèlent une implication chinoise en Afrique qui ne semble pas purement commerciale. Des entreprises chinoises auraient ainsi soutenu la rébellion au Tchad, en fournissant les armes à l'offensive du Front uni pour le changement sur N'Djamena.

Les relations tumultueuses entre le régime de Déby et la Chine semblent au bon fixe avec le pétrole de Doba. Seule contrepartie exigée par Pékin : la rupture des relations avec Taïwan. Or, le Tchad a récemment assuré Taïwan de sa coopération pétrolière. Le président Idriss Deby a effectué plusieurs visites à Taïwan, depuis que les deux pays ont repris leurs relations diplomatiques en 1997. Et N'Djamena a signé l'an dernier un accord de principe autorisant la compagnie taïwanaise CPC à exploiter un des champs pétrolifères les plus productifs du Tchad. Un acte qui a dû ulcérer la Chine, qui tient Taïwan pour une province rebelle.

L'entrée dans le secteur pétrolier naissant du Tchad constitue un bon exemple de la façon d'agir de la Chine ; celle-ci apporte un grand soutien au niveau des institutions portant sur le commerce et sur l'aide à l'étranger.

- L'entrée dans le pré carré de Elf au Congo

L'Afrique centrale est devenue un « nouveau lieu de batailles en matière d'énergie » où les sociétés pétrolières de l'État chinois cherchent à se réserver des sources d'énergie dans tout le continent. Leur mode d'action s'est perfectionné de façon étonnante au cours des dix dernières années : les sociétés chinoises établissent des partenariats avec des entreprises publiques pétrolières africaines, dont la production représente maintenant 10 % de toutes les importations de pétrole de la Chine. Le nouveau mode d'action global (l'offre à ses partenaires africains de contrats portant sur l'exploration, l'extraction et le financement) de la Chine constitue une alternative intéressante aux sociétés pétrolières des pays occidentaux qui n'ont pas « un ensemble semblable de carottes » à offrir. Pour les pays africains qui ont des difficultés financières ou qui sont peu désireux de se conformer aux exigences de la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds en matière de transparence et de responsabilité, la conclusion d'un marché avec la Chine peut littéralement être vitale sur le plan économique. C'est le cas du Congo Brazzaville, où la Chine est également intéressée par le pétrole congolais – des accords ont été signés lors de la visite effectuée par Denis Sasou Nguesso à Pékin

- Pétrole, nouvelle donne géostratégique de la rivalité Chine- Etats- Unis en Afrique Centrale

Avec une production de 4,5 millions de barils/jour, le Golfe de Guinée est devenu une région des plus prometteuses, au cœur de la concurrence entre les pays consommateurs pour l'accès aux ressources.

Les investissements des compagnies étrangères (Total, Exxon, Chevron, Statoil, BP, Norks Hydro et Shell) dans cette région sont considérables : ils représentaient 5 milliards de

¹³ [« Oil-backed loan will finance recovery projects »](#), Integrated Regional Information Networks, 21 février 2005.

dollars en 2004. L'affluence de capitaux ne cesse de s'accroître, malgré la corruption et l'opacité qui règne dans la plupart des pays du Golfe de Guinée. Dès lors, la forte attractivité de cette région suscite des convoitises de plus en plus grandes de la part des compagnies pétrolières européennes, qui ont une influence traditionnelle dans la région, mais aussi, de plus en plus, des Américains et même des Chinois.

Le golfe de Guinée émerge comme un nouveau centre de gravité énergétique. L'influence de l'Europe, et de la France en particulier, est ancienne. Mais les Etats-Unis sont eux- aussi de plus en plus présents. Le Nigeria en particulier est l'objet d'un intérêt croissant de la part des Etats-Unis, qui absorbent déjà 43% de la production du pays. Cette attitude relève clairement d'une stratégie de diversifications des approvisionnements énergétiques, et de réduction des dépendances vis-à-vis du Moyen Orient, devenu une zone à haut risque.

La plupart des gisements du Golfe de Guinée sont *offshore*, ce qui procure plusieurs avantages dans la mesure où les gisements sont protégés des conflits armés de la région. Ainsi, la production est relativement constante et sûre, et les exportations vers l'Europe et les Etats-Unis sont facilitées.

Les Etats-Unis, rivaux directs de la Chine dans la course aux sources pétrolifères, puisque premier consommateur mondial, s'inquiètent, par la voix de l'agence de stratégie pour la sécurité nationale de la Maison Blanche, que l'Afrique soit considérée par le régime chinois comme un réservoir de ressources exclusif.

La Chine aussi, nouvelle super puissance économique a découvert l'Afrique comme réserve de matières premières. La Chine, enfin, fait preuve d'un activisme remarquable en Afrique, notamment en Angola (13% des importations de la Chine). Sa stratégie consiste à financer des infrastructures, en échange de quoi le pays producteur s'engage à lui réserver la priorité sur ses exportations.

L'Afrique n'a sans doute jamais eu autant d'atouts en main depuis longtemps sur la scène internationale. En 1993, les principaux pays africains producteurs de pétrole (Nigeria, Angola, Cameroun, Tchad, Guinée équatoriale et Gabon) ont livré 494.000 barils par jour aux Etats-Unis, selon les statistiques de l'Administration américaine de l'information sur l'énergie, soit environ 7% des importations totales des Etats-Unis. En 2006, le pétrole de ces pays a représenté 18% des importations américaines, avec en moyenne 1,8 million de barils par jour. Aujourd'hui, l'avènement sur la scène internationale d'un bloc régional cohérent avec un projet énergétique commun serait un moyen pour les pays du Golfe de Guinée de conserver un pouvoir de décision et d'autogestion des rentes pétrolières.

Les pays européens, de leur côté, ne peuvent se prévaloir d'une force militaire réelle. Ils misent donc davantage sur des moyens diplomatiques et économiques. Par exemple, l'UE est le premier contributeur à l'aide au développement en Afrique et cherche à renforcer ses relations avec l'Union Africaine. La France elle-même est très désireuse de développer ses relations avec le Nigeria, où elle est le deuxième investisseur. Elle cherche ainsi à crédibiliser une diplomatie française en difficulté.

Selon les analystes, la priorité donnée à la lutte contre le terrorisme depuis 2001 combinée à la hausse des prix du pétrole, donnent à l'Afrique une occasion de tourner la page de décennies de guerre, maladies, corruption et de pauvreté.

Conclusion

La montée en puissance de la Chine dans l'exploitation du pétrole en Afrique guide en quelque sorte la politique étrangère de ce pays. La sécurisation des accès de pétrole a conduit la Chine à restructurer de 1994 à 1996, les compagnies pétrolières chinoises, ainsi que certaines institutions financières afin de faciliter leur développement international : la Chinese National Petroleum Corporation (CNPC) et la Sinopec, société d'exploration pétrolière, deviennent les deux principaux instruments de cette volonté d'acquérir les droits d'exploration et d'exploitation des champs pétroliers.